



## Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET

## **Ressources Humaines - Inscription des dépenses et des recettes dans le cadre de la convention de partenariat mutualisée Ville et Métropole de Montpellier avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) pour la période 2020-2022 - Approbation**

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

En 2015, la Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap en formalisant une politique Handicap et en contractualisant avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) par la délibération n° 2014/563 du 17 décembre 2014.

Cette convention signée pour la période 2015-2017 et prorogé en 2018, avait pour but de réaliser les 10 fiches action dans les trois axes définis dans le projet :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Ce conventionnement avec un financement de près de 950 000 €, a permis à la Ville de Montpellier de mettre en œuvre sa politique handicap et de se structurer pour conduire l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap efficacement et ainsi répondre aux objectifs formalisés dans la convention.

Dans un contexte de mutualisation des fonctions Ressources Humaines de la Ville et de la Métropole, une réflexion s'est engagée sur le renouvellement de la convention et de son périmètre. Une démarche d'évaluation de la convention Ville et un diagnostic organisationnel ont permis de construire le projet d'une convention mutualisée.

Cet engagement à l'attention des agents en situation de handicap permettra de poursuivre les actions à l'échelle des deux administrations rassemblées. La projection financière allouée par le FIPHFP est d'environ 850 000 € pour la période 2020-2022. La convention mutualisée propose 6 fiches action :

- Fiche 1 : Projet et politique handicap
- Fiche 2 : Gouvernance et organisation
- Fiche 3 : Accessibilité
- Fiche 4 : Recrutement
- Fiche 5 : Maintien en emploi
- Fiche 6 : Communication

Les recettes d'environ 850 000 € pour les 3 années seront versées à la Ville de Montpellier, désignée chef de file.

Toutefois, la convention étant un dispositif mutualisé, une partie des recettes sera redistribuée à la Métropole au prorata des actions prévues dans la convention pour la période 2020-2022.

Le projet de conventionnement a été présenté aux CHSCT des deux collectivités pour avis et au Comité Local du FIPHFP pour la validation du plan d'action et du financement. La convention juridique sera éditée par le FIPHFP pour signature par toutes les parties en 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe d'un partenariat élargi entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole en matière de politique relative à l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ;
- imputer la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les budgets principaux et annexes, chapitres 900 et 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-106636-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.